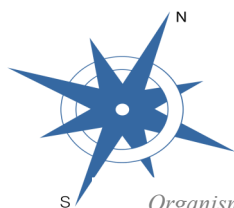


LE FIL CONTINU



ADEC-NS

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud

Organisme disposant du Statut consultatif spécial au Conseil Economique et Social de l'ONU

Newsletter N°36 15 juillet 2014

- Politique de Sécurité et de Défense Commune.....2
- Actualités internationales3
 - Défense et sécurité.....3
 - Coopération.....4
 - Technologie.....5
- Actualités de l'ADEC-NS.....5

Saviez-vous que

Le défilé militaire pratiqué en France lors de la commémoration nationale ne l'est pas chez nos voisins européens. En Espagne et au Portugal, ces parades ont été vivement réduites pour raison budgétaire. Au Royaume-Uni, les blindés ne sont pas utilisés et en Allemagne, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les parades militaires ont été supprimées.

Source: L'Express

Edito

Au lendemain de la fête nationale française et du traditionnel défilé militaire, nous prenons l'occasion de présenter la situation actuelle de la France dans le domaine de la Défense et de la Sécurité.

D'ailleurs, pourquoi un défilé militaire alors que le 14 juillet commémore la Fête de la Fédération et la prise de la Bastille par la population française?

En 1880, la loi du 6 juillet fait du 14 juillet la fête nationale à laquelle est associé un défilé militaire. Symboliquement, ce défilé fait hommage à la population qui prît les armes lors de la révolution de 1789. Politiquement, cette parade tend à montrer que la France a reconstitué son armée après la défaite de 1870 (guerre franco-allemande) et que le pays a retrouvé sa puissance militaire. Depuis, cette parade est devenue une tradition démontrant la force militaire française.

Le défilé militaire du 14 juillet, parade organisée depuis 1880 à Paris, démontre l'importance qu'à ce secteur au sein de la société française.

Aujourd'hui, l'industrie de la Défense a toujours un poids économique important. Elle crée des emplois de façon directe et indirecte (165 000 emplois direct dans l'armement) et développe le secteur de la recherche et de l'innovation.

La France détient une industrie performante, la deuxième en Europe derrière le Royaume-Uni. Cette industrie engendre un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros dont un tiers provient de l'exportation. En tant qu'exportatrice, la France est d'ailleurs 4^e mondiale. Outre EADS, société européenne, on retrouve plusieurs entreprises françaises qui sont des leaders européens et même mondiaux tels que Thales, Safran et Dassault Aviation.

Ainsi, les chiffres témoignent de la bonne santé de la France dans ce secteur. Quand est-il au niveau européen? L'article qui suit expose la politique commune de l'Europe en ce qui a trait à la Sécurité et la Défense.

L'équipe ADEC-NS

Sources: defense.gouv.fr, quoi.info

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 - 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : www.adecons.fr

La Politique de Sécurité et de Défense Commune

Qu'est-ce-que c'est ?

Au lendemain de l'éclatement du conflit en ex-Yougoslavie, et suite aux conclusions du Traité de Maastricht de 1992, la **Politique Etrangère et de Sécurité Commune [PESC]** vise à faire de l'UE un acteur de sécurité à part entière. Ce n'est qu'en 1998, avec le sommet franco-britannique de Saint-Malo, que cette ambition s'affirme, en créant les bases d'une politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

Le lancement des premières opérations européennes de gestion de crise en République Démocratique du Congo (opération Artémis) et en Ancienne République Yougoslave de Macédoine (opération Concordia) a concrétisé cette volonté commune.



Le renforcement progressif de la politique de défense de l'UE commune est encouragé par le Traité de Lisbonne qui donne davantage de moyens et de cohérence à la PESD, qui devient alors **Politique de Sécurité et de Défense Commune [PSDC]**. Le 1er décembre 2009, le Traité de Lisbonne élargit les domaines d'action de défense

de l'UE, notamment en favorisant davantage de coordination au sein des institutions européennes via la création du poste de **Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité**, actuellement occupé par la Britannique Catherine Ashton. Ce poste vise à consolider le rapprochement entre les États membres de l'Union européenne, tout en garantissant la cohérence de la PSDC avec les autres volets de l'action extérieure (aide humanitaire, aide au développement, politique commerciale).

Quels financements ?

A la différence des opérations militaires, les opérations civiles de la PSDC sont financées dans leur intégralité par le budget PESC, ligne du budget communautaire gérée par la Commission. Les opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, qui sont à la charge des États membres, selon le principe de l'imputation des coûts à leurs auteurs, sous le drapeau de l'Union Européenne.

Quelles actions ?

C'est dans un cadre institutionnel et politique consolidé que l'Union européenne lance le 1er janvier 2003 sa première opération de gestion de crise, la **Mission de police de l'Union européenne [MPUE] en Bosnie-Herzégovine**. Après des engagements exclusivement terrestres, la première opération navale de l'Union européenne, EUNAVFOR Atalante, a été lancée en novembre 2008. Elle a pour objectif d'apporter une solution pérenne au phénomène de la piraterie maritime au large de la Corne de l'Afrique, en protégeant les navires circulant dans le Golfe d'Aden, notamment ceux du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies. Depuis, l'Union européenne a lancé **24 missions**, dont **17 opérations civiles** et **7 opérations militaires**, sur **3 continents**, déployant environ **20 000 personnes**.



Quelles limites ?

L'Europe n'est pas un État. A l'inverse des États-Unis, elle n'a pas de centre de décision unique. La défense notamment incombe toujours aux États membres. Chaque État est responsable de son intégrité territoriale et du maintien de l'ordre public. **Il n'est pas question, dans le cadre de la PESD, de créer une armée européenne.** Nous avons donc, au sein de l'Union, vingt-huit armées formées et équipées pour la défense nationale et dont la coordination et l'interopérabilité doivent être assurées. Il n'y a pas de budget de défense européen, mais vingt-huit budgets particuliers. Chaque pays conserve son propre ministère de la défense, ses structures d'analyse et de commandement, ses états-majors, ses écoles militaires, ses infrastructures...

L'unification de ces structures pour faire disparaître des dépenses redondantes ou même la spécialisation des États pour réaliser des économies d'échelle se traduiraient par des **abandons de souveraineté et des limitations de l'indépendance nationale jugés inacceptables**. Ainsi l'Union demeure souvent incapable de définir une position diplomatique commune en raison des divergences d'intérêts entre ses membres.

Sources: *Defense.gouv.fr, Université de Perpignan*

Actualités internationales

Défense et sécurité



Sécurité : réveille-toi, Europe !

Le Général Maurice de Langlois constate que, si notre continent vit en paix depuis près de 70 ans, son environnement sécuritaire se dégrade. La crise ukrainienne a créé un nouveau malaise au sein de la communauté de défense européenne. Encore une fois, malgré quelques réactions isolées, l'Europe est restée inaudible. A contrario, les [États-Unis](#) ont été les premiers à réagir et rassurer leurs alliés de l'OTAN en proposant des mesures concrètes.

Le Figaro [Lire la suite](#)

Crimée : la Suède conduite à changer sa politique de Défense

Comment la crise ukrainienne est-elle perçue en Europe du Nord ? L'auteur, suédois, nous offre un bel exercice de décentrage, indispensable à l'analyse géopolitique. La crise de Crimée a forcé le gouvernement suédois à changer sa politique de Défense. En même temps, la coopération avec la Finlande est encore plus importante. La crise de Crimée a montré qu'une guerre européenne n'est pas tout à fait exclue. Elle n'est pas probable mais il y a certainement des risques pour encore des crises. En tout cas, la crise a servi comme un signal d'alarme dans une Suède qui a longtemps plutôt négligé sa défense.

Diploweb [Lire la suite](#)

Quelle défense européenne ? N. Gnesotto répond



Quels sont les ambiguïtés et les clivages qui caractérisent la défense européenne ? Aujourd'hui, l'UE-28 compte 22 pays membres de l'OTAN. Les élargissements de l'OTAN (1999, 2004, 2009) n'ont-ils pas "coupé l'herbe sous le pied" de l'Europe de la défense et contraint au retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN (2009) ? Que nous démontre la crise ukrainienne au sujet de la défense Européenne ?

Diploweb [Lire la suite](#)

Reprendre la Bastille ?

Depuis l'année dernière, aux Etats-Unis, il existe plusieurs justifications morale et juridiques pour promouvoir une utilisation légitime de PRISM, l'un des programmes de surveillance les plus sophistiqués révélé par Edward Snowden. Face aux révélations qui ont entraîné une prise de conscience mondiale des risques d'aliénation collective qui menacent nos communications quotidiennes, plusieurs juristes et philosophes ont en effet commencé à réfléchir aux règles qui permettraient une surveillance raisonnable dans nos démocraties.

Mediapart [Lire la suite](#)

On en parle dans les coulisses... : L'accord de coopération militaire Mali-France

« Le Mali a fortement besoin de la France pour lutter contre le terrorisme ».

Lors de la tournée qu'il a effectuée, en fin juin 2014, dans la région de Sikasso, le Premier ministre Moussa Mara a levé toute équivoque sur l'accord de coopération militaire que notre pays s'apprête à signer avec la France.

Malijet [Lire la suite](#)

Economies sur la Défense : cet inventaire des lourdes coupes budgétaires que le gouvernement aimerait masquer

Le gouvernement fait peser une lourde partie des restrictions budgétaires sur la Défense. Même si elle a été mise à contribution sur le plan budgétaire et qu'elle va se préparer à une baisse de ses effectifs, d'autres dispositions plus méconnues du grand public accroissent un peu plus sa contribution, et renforcent son affaiblissement.

Atlantico [Lire la suite](#)

Coopération

Les dirigeants des Balkans veulent renforcer la coopération économique

Les chefs d'État de huit pays des Balkans ont appelé lundi au renforcement de la coopération économique dans cette région déchirée par des conflits dans les années 1990, à la veille d'une rencontre au sommet prévue avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Les Echos [Lire la suite](#)

Vol habité vers Mars : un terrain de la coopération internationale

Mars occupe toujours davantage les esprits des scientifiques du monde entier. Le vol habité vers la planète rouge devient un but stratégique des principales puissances spatiales. Une contribution en ce sens est apportée par les jeunes chercheurs de l'École spatiale internationale pour les jeunes « Etude de l'espace : la théorie et la pratique » organisée par l'Université technique Bauman de Moscou.

French ruvr [Lire la suite](#)



L'UE reprend sa coopération avec la Guinée-Bissau

Le Conseil de l'Union européenne (UE) a annoncé lundi la reprise de la coopération de l'UE avec la Guinée-Bissau, suite aux élections présidentielles dont le premier tour ainsi que le second s'y sont déroulés le 13 avril et le 18 mai derniers et le résultat est considéré comme crédible.

French CRI [Lire la suite](#)

Les classes bilingues, symbole de la coopération Vietnam - France

Une cérémonie en l'honneur du 20e anniversaire du programme de classes bilingues au Vietnam a été organisée le 11 juillet à l'ambassade de France à Hanoi.

Vietnam plus [Lire la suite](#)

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecns.fr

Actualités internationales

Coopération culturelle entre le Maroc et l'Espagne : Un désir partagé

La coopération culturelle entre le Maroc et l'Espagne est très prometteuse, d'autant que les acteurs institutionnels et les élites des deux Royaumes sont bien décidés de resserrer davantage les liens bilatéraux qui prennent leur ancrage dans une histoire séculaire commune, a affirmé le directeur de l'Institut Cervantès de Rabat, Alberto Gomez Font.

Le mag [Lire la suite](#)



Technologie

Le premier satellite d'observation de la Terre du Kazakhstan a été placé en orbite avec succès

KazEOSat-1 (anciennement nommé DZZ-HR), le premier satellite d'observation de la Terre de la République du Kazakhstan, a été lancé avec succès cette nuit par un lanceur Vega depuis le port spatial européen de Kourou (Guyane). Il a rejoint une orbite basse héliosynchrone (à environ 700 km de la Terre) depuis laquelle il opérera, et a envoyé ses premiers signes de bon fonctionnement. KazEOSat-1 a été entièrement réalisé par Airbus Defence and Space, numéro deux mondial des technologies spatiales.

Airbus [Lire la suite](#)

L'opérateur de satellites SES veut passer la vitesse supérieure



Mission accomplie. Depuis jeudi, quatre nouveaux satellites d'O3b gravitent autour de la Terre, à 8.000 kilomètres d'altitude. Ils sont allés rejoindre les quatre premiers satellites de la constellation lancés l'an dernier, avec pour objectif d'offrir un accès internet très haut débit aux régions isolées de la planète, notamment dans les pays émergents. Chez SES, on a suivi l'opération de près, avec un brin d'anxiété et beaucoup d'excitation.

Les Echos [Lire la suite](#)

Actualités de l'ADEC-NS

Le 23 juillet prochain:

L'ADEC-NS rencontrera les services de la diplomatie économique du Ministère des Affaires Etrangères à Paris



[Retrouvez le Flashnews](#) de notre partenaires le **Conseil Régional d'Investissement Meknès-Tafilalet** qui a reçu la certification 9001 version 2008 le 27 juin 2014. Ce dernier vise à mettre en place un management de qualité.



Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr